

DOCUMENT KAIROS POUR L'EUROPE

(version condensée décembre 1997)

Appel

aux Eglises chrétiennes et autres communautés religieuses, aux syndicats, aux mouvements féministes, sociaux et écologiques
en vue de former une coalition
pour se libérer du joug d'une économie mondiale dérégulée, et de ses valeurs

Cela ne peut pas continuer ainsi en Europe ! Cela ne doit pas forcément continuer ainsi ! Essayons de travailler ensemble à un changement de cap :

Non,

- à la concentration mondiale du pouvoir aux mains des détenteurs de capitaux
- aux abus commis à l'égard de ceux qui travaillent
- à l'évasion fiscale
- à la criminalité économique
- aux migrations forcées
- aux politiques néo-libérales de dérégulation, d'érosion des systèmes sociaux et aux atteintes à la démocratie
- à l'Economie imposée comme un système de croyances
- à nos soifs de consommation, de richesses et de pouvoir (patriarcal)

Oui,

- à une Europe centrée sur le social, la vie et la démocratie

Que pouvons-nous faire?

- Nous pouvons écouter avec attention les victimes du mal-développement dans le Sud, l'Est et l'Ouest.

Elles luttent pour survivre dans la dignité

- Nous pouvons dire « Non » aux systèmes actuels injustes de l'argent et de la propriété, à l'industrialisation forcée de l'agriculture, aux dépenses disproportionnées destinées à assurer la sécurité et qui aboutissent également à la destruction écologique

- Nous pouvons développer des micro-alternatives, en particulier pour renforcer les économies locales et régionales et par là réduire leur dépendance vis-à-vis des marchés mondiaux. Nous pouvons aussi former des groupes de gens par une contre-information vis-à-vis de la culture du mensonge existante, leur permettant de travailler de manière constructive et coopérative à créer des sociétés auto-suffisantes

- Nous pouvons travailler à un consensus sur des politiques alternatives au niveau européen et mondial, en particulier dans le domaine du travail, de la fiscalité, des finances, du commerce, etc...

Nous réclamons dès lors :

- la réduction du temps de travail hebdomadaire à 32 heures (maximum) avec compensation progressive des salaires et avec la possibilité d'aides publiques transitoires ;
- l'orientation de la contribution des employeurs à la sécurité sociale en proportion de la création de richesses et non en proportion du salaire des travailleurs ;
- un impôt exceptionnel de crise sur les fortunes supérieures à 50 millions de francs belges en faveur d'un « Fonds spécial contre le chômage de masse » (particulièrement pour créer des emplois « utiles socialement »)
- un impôt annuel adéquat sur les fortunes
- un impôt harmonisé dans toute l'Europe perçu à la source sur tous les profits de capitaux en vue d'enrayer la fuite des capitaux et le dumping fiscal au moins au niveau européen ;
- une taxe mondiale sur les transactions financières spéculatives (taxe Tobin)
- l'introduction et le développement progressif d'impôts sur l'usage des ressources naturelles et de l'énergie, visant au développement des énergies renouvelables.
- des mesures contribuant à la limitation des richesses (incluant la propriété privée du capital et du sol)
- la démocratisation de l'économie (particulièrement la participation aux prises de décision et l'autogestion dans les entreprises)
- la fin des paradis fiscaux et l'introduction d'un cadre social et écologique pour le commerce mondial

Qui sommes-nous à adresser cet appel?

Nous sommes des exclus, des précarisés du travail, des jeunes, des réfugiés et des gens nouvellement arrivés de l'Est, des membres de la classe moyenne (qui réalisons que nous aussi sommes touchés par ces processus) et toute une diversité de groupes à la base et d'associations. Nous serons efficaces politiquement à condition d'arriver à coordonner nos démarches propres.

Nous appelons dès lors tous les individus, communautés, mouvements qui veulent travailler à une Europe centrée sur le social, la vie et la démocratie : Mettons-nous d'accord et unissons-nous !

- les mouvements de base, à savoir
- les organisations spontanées de ceux et celles qui sont particulièrement touchés : les sans-travail, migrants, féministes, homosexuel(le)s, victimes de la discrimination raciale et de la violence à l'égard de la nature et de la société
- les groupes et réseaux sociaux, écologiques et préoccupés du sort de notre monde
- les organisations non-gouvernementales (ONG)
- les syndicats
- les communautés religieuses, chrétiennes et autres

Une telle déclaration associée au lancement d'un processus de construction d'alliances a été initiée en 1985 en Afrique du Sud à l'aide

d'un Document Kairos (Kairos est le mot grec qui signifie le moment critique de la décision). C'est pourquoi nous présentons ici un projet de Document Kairos au niveau européen. En travaillant ce projet, nous pourrions nous poser les questions suivantes : Qu'est-ce qui nous empêche de construire des alliances avec d'autres ? Comment pourrions-nous en être mieux capables ? Avec qui devrions-nous travailler pour mettre l'Europe sur le bon chemin ?

Petit calendrier des étapes du processus:

- décembre 97 à mars 98: discussion du projet de document dans les groupes de Kairos-Europe, réseaux et organisations proches
- jusqu'au 10 mars 98: envoi de suggestions et améliorations du texte ; noms de groupes, réseaux, mouvements et individus disposés à signer le document final
- du 10 au 31 mars 98: en janvier 98 un petit groupe sera constitué par le conseil d'administration de Kairos Europe pour effectuer la synthèse des amendements reçus et fournir une nouvelle version du document. Ce groupe devrait représenter divers mouvements, zones linguistiques et avoir une compétence journalistique.
- du 24 au 26 avril 98: rencontre à Francfort s/Main pour adopter le document et examiner les développements du processus en cours. Tous celles et ceux qui auront contribué à la préparation du document sont invités.
- mai/juin 98: publication du document et de son résumé dans le plus grand nombre possible de langues européennes avec les signatures de personnes et d'organisations.
- juin 98 jusque l'an 2000: invitation des différents groupements de la société civile en Europe à renforcer et à élargir le processus de coalition en cours ou les actions communes par la discussion des questions soulevées et la réalisation des propositions faites ici.
- 1999: assemblée au niveau européen de tous les groupes et mouvements sociaux participants - éventuellement en liaison avec un Sommet alternatif de cette année-là
- 2000: participation à des rencontres intercontinentales, notamment dans le cadre du programme du COE (Conseil Oecuménique des Eglises) concernant la mondialisation (programme : Mondialisation, mouvements sociaux et exclusion)

Invitation est faite à toutes et tous à participer ! Répondez svp à l'adresse de contact. Nous vous demandons de diffuser, d'améliorer et de signer le projet de document. N'hésitez pas à prendre contact.

Pour recevoir le texte complet, renvoyer le talon sur la feuille ci-jointe à François Gobbe - Kairos Wallonie-Bruxelles - Clos Chapelle aux Champs 25/7 - 1200 Bruxelles

tél. 02/762.39.20 (répondeur)

Tout soutien sera le bienvenu au CCP 001 -2610789 - 13 de Kairos Europe, rue du Boulet 31, 1000 Bruxelles

LETTRE OUVERTE

AUX GOUVERNEMENTS DIRIGES PAR DES PARTIS SOCIALISTES, SOCIAUX DEMOCRATES, ECOLOGISTES ET COMMUNISTES

Vers une politique fiscale cohérente au niveau européen

POUR DAVANTAGE D'EMPLOIS ET UN MEILLEUR ENVIRONNEMENT

Les victoires électorales du "New Labour" au Royaume-Uni et du Parti Socialiste en France semblent indiquer le commencement d'un changement dans les politiques européennes. De plus en plus de citoyens se rendent compte que la fidélité au fondamentalisme néo-libéral, en dépit des belles promesses faites par les conservateurs depuis maintenant de nombreuses années, n'entraîne pas une prospérité et un bien-être croissants. Au contraire, cette doctrine a mené à un chômage de masse, une insécurité d'emploi, une exclusion sociale et une dégradation de l'environnement sans précédent. La réaction de l'opinion à cette situation, a eu pour conséquence que les partis de gauche ont fini par regagner du terrain. Cette orientation de l'électorat offre au niveau national comme au niveau européen, davantage de possibilités pour réorienter les politiques vers un ordre économique plus juste et écologiquement soutenable.

Nous, signataires, accueillons dès lors favorablement les initiatives prises récemment dans cette direction, comme l'insertion d'un nouveau chapitre sur l'emploi dans le Traité d'Amsterdam et la décision de tenir une session extraordinaire du Conseil européen, prévue pour la fin novembre à Luxembourg, sur la question du taux inacceptable de chômage.

Néanmoins, nous craignons que les stratégies nationales ou européennes retenues à cette occasion pour relancer l'emploi et le progrès social, ne soient toutes vouées à l'échec, si l'érosion du contrôle des gouvernements nationaux sur la fiscalité (source entre autres, des hauts niveaux d'endettement des Etats membres) n'est arrêtée.

Les stricts critères de convergence de la monnaie unique qui portent exclusivement sur le budget de l'Etat ont pour objectif de consolider les finances publiques. Les diminutions des dépenses publiques, qui en découlent, causent des pertes supplémentaires d'emplois et le démantèlement de la protection sociale. D'autre part, des gouvernements continuent à accroître les charges d'impôts et les contributions en cotisations sociales qui grèvent le travail. Ceci réduit d'autant le pouvoir d'achat total et par conséquent compromet l'emploi. En même temps, le capital profite non seulement de réductions successives d'impôt, mais en plus dispose de possibilités d'évasion fiscale à une large échelle. De vastes programmes de libéralisation financière et de dérégulation ont mené à une suppression quasi-totale du contrôle des capitaux à l'intérieur de l'Union Européenne. Ceci a procuré aux acteurs des marchés financiers une grande marge de liberté, leur permettant désormais d'utiliser leurs fonds comme de puissants instruments qui "encouragent" les gouvernements à adopter des politiques qui vont dans le sens de leurs préférences. Dès lors, en mettant en compétition les gouvernements de l'Union Européenne, la mondialisation sans frein des capitaux a multiplié les possibilités d'évasion fiscale et considérablement diminué l'assiette des

revenus nationaux. De plus, la menace de fuite des capitaux a même compromis l'autonomie politique des Etats membres de l'Union Européenne.

Face à ce contexte, le Comité économique et social de l'Union Européenne composé paritairement des patrons et des syndicats a réagi récemment, à une forte majorité, face à la compétition fiscale destructrice engagée entre les Etats membres. Selon la Commission Européenne, la charge moyenne des taxes sur le travail dans l'Union Européenne s'est accrue de 34,7% en 1980 à 40,5% en 1994; parallèlement, les impôts sur le capital, les revenus des indépendants, de l'énergie et les ressources naturelles sont tombés de 44,1% à 35,2% sur la même période.

Le Conseil économique et social déclare que cette distortion de l'impôt est surtout, la conséquence du "dumping fiscal" existant à l'intérieur de l'Union Européenne. A son avis, de nombreux gouvernements soutiennent ce processus par l'établissement de nouveaux paradis fiscaux et l'offre de réductions de taxes aux capitaux étrangers (descendant pour certaines en-dessous de 1%!). Ces importantes facilités fiscales sont financées en partie aux dépens du facteur travail. Comme différentes estimations l'indiquent, pour l'ensemble de l'Union Européenne les pertes qui résultent de l'évasion fiscale transfrontières s'élèvent à au moins 100 milliards d'Ecus par an - pour ne rien dire de l'évasion fiscale illégale mollement combattue. A la lumière de tout ceci, le Comité Economique et Social déclare à juste titre que le dumping fiscal interne à l'Union pourrait constituer une véritable "saignée" pour l'ensemble de l'Union européenne. Puisque l'Union européenne et ses Etats membres ont besoin de toute urgence de fonds supplémentaires pour combattre un taux de chômage élevé et la destruction en cours de l'environnement, nous considérons comme indispensable de mettre fin aux tendances désastreuses décrites plus haut. C'est pourquoi nous en appelons à votre responsabilité politique vis-à-vis des citoyens européens pour que vous coordonniez vos différentes initiatives en vue de l'instauration d'une politique fiscale cohérente de l'Union européenne qui,

taxerait à la source au même taux, dans tous les Etats membres, tous les revenus de l'épargne.

introduirait un taux minimum d'impôt sur les revenus de capitaux (impôts sur les sociétés et sur le patrimoine) dans toute l'Union Européenne.

réduirait les taux d'imposition sur les tranches de salaires bas et moyens. harmoniserait et accroîtrait les taux de toutes les éco-taxes.

mettrait en vigueur un impôt sur les transactions des changes (comme l'a proposé le prix Nobel James Tobin en vue de diminuer les flux spéculatifs).

Etant donné les pressions existantes pour diminuer les dépenses des gouvernements en conséquence du Pacte de Stabilité, nous sommes fermement convaincus de l'urgence d'élaborer une action régulatrice dans la direction proposée ici. Si cela ne se faisait pas, vous manqueriez au plan financier de la marge de manoeuvre requise pour tenir les promesses

que vous avez faites à la population. La pure et simple reconduction de politiques conservatrices d'austérité, socialement et écologiquement dévastatrices, abandonnerait à coup sûr, l'électorat déçu entre les mains des populistes d'extrême-droite, comme il est déjà arrivé précédemment au cours de ce siècle.

Lors de son sommet de Lyon de 1996, le G-7 a lui même reconnu que des dispositions fiscales ont été mises sur pied avec l'intention d'attirer les activités financières et autres, les délocalisant géographiquement. Il ajoutait que ceci comporte "le risque d'entraîner des distorsions au niveau des échanges commerciaux et des investissements et peut mener à l'érosion de l'assiette fiscale nationale".

Nous insistons dès lors pour que vous étendiez le champ de vos futures initiatives en la matière, par-delà le cadre de l'Union européenne, afin que tous les pays coopèrent à une échelle mondiale en vue d'arrêter cette spirale négative qui ne cesse de se renforcer.

cc: à tous les dirigeants des partis socialistes, sociaux-démocrates, écologistes et communistes européens.

Signataires de la lettre ouverte:

Aktion Finanzplatz Schweiz, Prof. Dr. Ulrich Albrecht (Freie Universität Berlin), Prof. Dr. Wilfried Altzinger (Wirtschaftsuniversität Wien), Prof. Dr. Samir Amin (Forum Mondial des Alternatives), Dr. Maria Berger (MdEP), Evelyn Blau (Gewerkschaft der Privatangestellten/Austria), Marie Christine Blandin (Präsidentin des Rates der Region Pas-de-Calais/France), Prof. Dr. Herwig Büchele (Universität Innsbruck), Bund für Umwelt und Naturschutz Deutschland/BUND, Christian Council for Monetary Justice (Great Britain), Ken Coates (MdEP), Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori (Italy), Prof. Dr. Johannes Dantine (Oberkirchenrat/Evang. Church in Austria), Dr. Hans Diefenbacher (Forschungsstätte der Evangelischen Studiengemeinschaft), Prof. Dr. Edward Dommen (University of Sunderland), Prof. Dr. Ulrich Duchrow (Universität Heidelberg), Rainer Falk (Weltwirtschaft, Ökologie und Entwicklung e.V./WEED), Dr. Dr. Heino Falcke (Propst i.R./Erfurt), Fédération Romande des Socialistes Chrétiens (Schweizerland), FIAN Österreich, Dr. Ulrich Fischer (Dekan/Evang. Landeskirche Baden), Forum Civique Européen (France), Forum du Tiers Monde, Dr. Pierre Galand (Oxfam Belgien), Christian Gehlsen (MdL), Prof. Dr. Roland Geitmann (Christen für eine gerechte Wirtschaftsordnung), Michael Geuenich (Mitglied des Bundesvorstands des Deutschen Gewerkschaftsbundes), Prof. Dr. Bob Goudzwaard (Freie Universität Amsterdam), Prof. Dr. Jacques Gouverneur (Universität Louvain-la-Neuve), Greek Network of Unemployed, Prof. Dr. Peter Heintel (Universität Klagenfurt), Prof. Dr. Rudolf Hickel (Arbeitsgruppe Alternative Wirtschaftspolitik), Colin Hines (International Forum on Globalisation/Great Britain), Olivier Hoedeman (Coalition for a Different Europe/Nederland), Reiner Hoffmann (Direktor des Europäischen Gewerkschaftsinstituts), IDOC (Italy), Initiative für eine sozialistische Politik der SPÖ, Irish National Organisation of the Unemployed (Ireland), Dr. Willibald Jacob (MdB), Dr. Peter Jankowitsch (stellvertr. Vorsitzender des Wirtschaftskomitees der Sozialistischen Internationale), Kairos Europa, Kirchlicher Dienst in der Arbeitswelt der Evang. Kirche in Deutschland, Claus Koch (Publicist/Berlin), Prof. Dr. Mohssen Massarat (Universität Osnabrück), Johann Maier (Abgeordneter des Nationalrats/Austria), Prof. Dr. Klaus Michael Meyer-Abich (Universität Essen), Jakob Moneta (Journalist/Frankfurt a.M.), Kerstin Müller (MdB), Prof. Dr. Hans G. Nutzinger (Gesamthochschule Kassel), Ökumenisches Forum der Europäischen Katholiken, Österreichischer Gewerkschaftsbund (Landesexekutive Oberösterreich), Österreichischer Informationsdienst für Entwicklungspolitik/ÖIE, Dr. Helmut Ornauer (Direktor der Koordinierungsstelle der Österreichischen Bischofskonferenz), Prof. Dr. Lode van Outrive (Katholieke Universität Leuven), Prof. Dr. Norman Paech (Universität Hamburg), Brigitte Parnigoni (Geschäftsführerin/Friends of the Earth Österreich), Parti Socialiste Genevois

(Schweiz), Pax Christi (Dänemark), Prof. Dr. Riccardo Petrella (Group of Lisbon), Quaker Council for European Affairs, Prof. Dr. Kunibert Raffer (Universität Wien), Dr. Helmut Schauer (Mitglied des Vorstands der IG Metall), Scheme Workers Alliance (Ireland), Dr. Stephan Schulmeister (Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung/WIFO), René de Schutter (Groupe de Recherche pour une Stratégie Economique Alternative/Belgium), Swedish Network of Unemployed, Dr. Franz Segbers (Evangelische Sozialakademie Friedewald), Christian Sterzing (MdB), Dr. Walter Sturm (Arbeiterkammer Oberösterreich), Society of Friends (Sweden), Jorgen Thomsen (DanChurch Aid/Denmark), Prof. Dr. Brigitte Unger (Wirtschaftsuniversität Wien), Prof. Dr. Erwin Weissel (Universität Wien), Frieder O. Wolf (MdEP), Prof. Dr. Karl Georg Zinn (Technische Hochschule Aachen) ...